

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC  
AU 129/02

ÉFAI – 020281 – AMR 34/028/02

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## MENACES DE MORT / CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

**GUATÉMALA**

**Rigoberto Pérez Garrido (h), prêtre**

Londres, le 26 avril 2002

D'après les informations recueillies, le prêtre Rigoberto Pérez Garrido a reçu une série de menaces de mort anonymes par téléphone et Amnesty International est préoccupée par sa sécurité.

Le 23 avril, il a reçu un appel anonyme à son domicile au cours duquel il a été mis en garde en ces termes : « *Fils de pute, si tu continues à enquêter, je vais te tuer.* »

Rigoberto Pérez Garrido vit dans le département d'El Quiché, dans la ville de Nebaj, majoritairement peuplée d'indigènes. Le Quiché est un des départements qui ont le plus souffert au cours des trente années de guerre civile qu'a connues le Guatemala : 344 des 699 massacres commis pendant le conflit y ont eu lieu. Dans le cadre de sa campagne anti-insurrectionnelle, l'armée menait une politique systématique de la terre brûlée contre les indigènes, dans l'objectif d'éradiquer la base sociale de la guérilla dans les communautés rurales maya. La *Comisión para el Esclarecimiento Histórico de las Violaciones a los Derechos Humanos y los Hechos de Violencia que han causado Sufrimiento a la Población Guatemalteca* (Commission pour la clarification historique des violations des droits humains et des actes de violence à l'origine des souffrances du peuple guatémaltèque) créée avec l'appui des Nations unies a établi que Nebaj était une des quatre régions du Guatemala dans lesquelles avaient eu lieu des crimes de génocide.

Les victimes des massacres perpétrés à Nebaj et ailleurs au Guatemala ont été enterrées dans des charniers. Des experts médico-légaux exhument aujourd'hui ces corps, recueillant des preuves essentielles contre les représentants de l'État impliqués dans ces massacres. Rigoberto Pérez Garrido a activement soutenu les travaux d'exhumation effectués dans sa paroisse et permis à des experts d'entreposer leur matériel dans son église. Des personnalités religieuses pensent que ceci n'est pas étranger aux menaces dont ce prêtre a fait l'objet.

Rigoberto Pérez Garrido a également contribué à l'enquête menée par l'église catholique sur les atteintes aux droits humains commises au cours de la guerre civile, dans le cadre du projet de « *Récupération de la mémoire historique* » (REMHI). Le principal artisan de ce projet était l'archevêque Juan Gerardi. En avril 1998, il avait présenté le rapport de cette enquête, qui concluait que les forces de sécurité étaient responsables de l'écrasante majorité des atteintes aux droits humains commises au cours du conflit. Deux jours plus tard, Mgr Gerardi avait été battu à mort.

Les menaces reçues par Rigoberto Pérez Garrido pourraient également être liées aux efforts déployés par ce prêtre pour qu'une enquête soit menée sur l'incendie déclenché dans l'église de sa paroisse le 21 février, délibérément semble-t-il. Des informations réunies par l'Église catholique sur 35 massacres constatés entre 1980 et 1983 dans la région de Nebaj, également conservées dans l'église, ont été détruites par les flammes (voir l'AU 68/02, AMR 34/014/02 du 5 mars 2002, et sa mise à jour, AMR 34/025/02 du 13 mars 2002). Amnesty International craint que cet incendie et ces récentes menaces téléphoniques ne soient destinés à intimider Rigoberto Pérez Garrido, afin qu'il cesse de soutenir ceux qui se livrent à des exhumations.

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les menaces dirigées contre ce prêtre font suite à des tentatives d'intimidation similaires contre des personnes impliquées dans des travaux d'exhumation. Des experts de la *Fundación de Antropología Forense de Guatemala* (FAFG, Fondation guatémaltèque d'anthropologie médico-légale) ont été contraints à abandonner leurs activités par des menaces téléphoniques anonymes (voir l'AU 68/02, AMR 34/014/02 du 5 mars 2002, et sa mise à jour, AMR 34/025/02 du 13 mars 2002). Ils ont repris leur travail le 9 avril, malgré la poursuite de ces appels téléphoniques.

Les restes de 106 personnes massacrées exhumés par la FAFG dans les environs de Zacualpa, également dans le département d'El Quiché, ont reçu une sépulture décente le 18 et le 19 avril.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :**

- dites-vous préoccupé par la sécurité du prêtre Rigoberto Pérez Garrido, qui a récemment reçu une série de menaces de mort anonymes par téléphone ;
- appelez les autorités à veiller à ce que ce prêtre et les autres personnes impliquées dans la mise au jour de charniers soient protégés ;
- exhortez les autorités à enquêter immédiatement sur ces menaces et ces actes d'intimidation, à rendre publics les résultats de ces investigations, et à traduire en justice les responsables présumés ;
- rappelez aux autorités qu'elles sont tenues d'appliquer les recommandations formulées par la *Comisión para el Esclarecimiento Histórico de las Violaciones a los Derechos Humanos y los Hechos de Violencia que han causado Sufrimiento a la Población Guatemalteca* (Commission pour la clarification historique des violations des droits humains et des actes de violence à l'origine des souffrances du peuple guatémaltèque), qui a estimé que les exhumations constituaient une étape importante sur la voie menant à la justice et à la réconciliation nationale, et a demandé la création d'un programme d'exhumation gouvernemental ;
- engagez les autorités à mettre sur pied un programme d'exhumation gouvernemental.

**APPELS À :**

**Vice-Président de la République :**

Lic. Juan Francisco Reyes López  
Vicepresidenta de la República de Guatemala  
6ª Avenida "A" 4-18, Zona 1  
Ciudad de Guatemala, Guatemala

**Télégrammes :** Vicepresidenta de la República de Guatemala, Ciudad de Guatemala, Guatemala

**Fax :** + 502 239 0090

**Formule d'appel :** *Señor Vicepresidente*, / Monsieur le Vice-Président de la République,

**Ministre de l'Intérieur :**

Eduardo Arévalo Lacs  
Ministro de Gobernación  
Ministerio de Gobernación  
6ª Avenida 4-64, Zona 4  
Ciudad de Guatemala, Guatemala

**Télégrammes :** Ministro de Gobernación, Ciudad de Guatemala, Guatemala

**Fax :** + 502 362 0239 / 362 0237

**Courriers électroniques :** [monica24@intelnet.net.gt](mailto:monica24@intelnet.net.gt)

**Formule d'appel :** *Señor Ministro*, / Monsieur le Ministre,

**Ministère public :**

Ministerio Publico  
8a Av. A 10-67, zona 1  
Ciudad de Guatemala  
Guatemala

**Fax :** + 502 220 3908

**Formule d'appel :** *Estimado Señor*, / Monsieur,

**Secrétaire d'État à la paix :**

Sr. Gabriel Aguilera  
Secretario de la Paz  
5a Calle 4-33 Zona 1  
Edificio Rabi, 4 Nivel  
Ciudad de Guatemala, Guatemala

**Fax :** + 502 230 1731

**Formule d'appel :** *Señor Secretario*, / Monsieur le Secrétaire d'État,

**COPIES À :**

**Service des droits humains de l'archevêché du Guatemala :**

Oficina de Derechos Humanos del Arzobispado de Guatemala (ODHAG)  
6ª Calle 7-70, Zona 1  
Guatemala 01001, Guatemala

**Fax :** + 502 232 8384

**Courriers électroniques :** [ddhh@odhag.org.gt](mailto:ddhh@odhag.org.gt)

**Quotidien :**

Diario *Prensa Libre*  
13 Calle 9-31, Zona 1  
Ciudad de Guatemala, Guatemala

**Fax :** + 502 251 8768

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Guatemala dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.**

**APRÈS LE 7 JUIN 2002, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents  
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : [www.efai.org](http://www.efai.org)*